

Les circonstances de l'infraction :

L'infraction a été commise le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

à : code postal |_|_|_|_|_| commune _____

pays : _____

Veillez Indiquer brièvement les circonstances de l'infraction et la nature du dommage subi :

L'origine de votre dommage :

Vous ou l'un de vos proches avez été victime de l'un des faits suivants (infraction) :

atteintes corporelles

qui ont entraîné la mort ;

qui ont entraîné une incapacité totale de travail constatée par un médecin ;

Précisez la durée de cette incapacité totale de travail :

|_|_| **année(s)**

|_|_| **mois**

|_|_|_| **jours**

qui ont laissé des séquelles ou une incapacité permanente ;

viol, agression sexuelle

traite des êtres humains

atteinte sexuelle et vous êtes mineure de quinze ans ou plus ;

Vous avez été victime de :

dommages matériels consécutifs à :

un vol

une escroquerie

un abus de confiance

une extorsion de fonds

la destruction, dégradation ou la détérioration d'un bien vous appartenant

la destruction par incendie volontaire d'un véhicule terrestre à moteur vous appartenant

Votre demande :

Vous demandez à la commission d'indemnisation des victimes d'infractions le versement d'une **indemnité d'un montant total de** |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| **€.**

Vous avez la possibilité de demander également si vous le souhaitez :

le versement d'**une provision** (à valoir sur le montant de votre préjudice):

au Fonds de Garantie

à la CIVI

montant de la provision demandée : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| €

une **expertise** pour déterminer le préjudice corporel subi.

Vos démarches en justice

Vous avez déposé une plainte au commissariat ou à la gendarmerie de : _____

code postal |_|_|_|_|_| commune _____

Si le procureur de la République **suit** votre affaire, précisez si vous le connaissez, **le numéro de parquet** du dossier (ce numéro se trouve **en haut de chaque courrier qui vous a été adressé par le tribunal**)

N° de parquet de votre affaire : _____

Un **instruction est en cours** au tribunal de grande instance de : _____

code postal |_|_|_|_|_| commune _____

Précisez si vous le pouvez :

- le nom du magistrat ou le n° du cabinet : _____

- le n° du dossier d'instruction : _____

Une décision a été rendue à l'encontre de l'auteur des faits par le tribunal ou le juge suivant :

- le tribunal de police
- le tribunal correctionnel
- le tribunal pour enfants
- le juge de proximité
- le juge des enfants
- la cour d'assises
- la cour d'appel, (si un recours a été exercé)

de : code postal |_|_|_|_|_| commune _____

le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à l'encontre de (ou des) l'auteur(s) des faits.

Si vous les connaissez, veuillez préciser le(ou les) nom(s) et prénom(s) de l'auteur des faits :

- une indemnité vous a été versée par cet organisme,
 montant perçu |_|_|_|_|_|_|_|_|_| €
 montant à percevoir |_|_|_|_|_|_|_|_|_| €

Vous n'avez pas entrepris de démarches, précisez pourquoi : _____

Le recouvrement de l'indemnisation du dommage auprès de l'auteur de l'infraction :

- Vous avez fait une demande de paiement à l'auteur de l'infraction
 qui ne vous a pas répondu
 vous a versé une somme de |_|_|_|_|_|_|_|_|_| €
- Vous avez saisi un huissier de justice pour qu'il recouvre le montant de votre indemnisation
 l'huissier vous a versé une somme de |_|_|_|_|_|_|_|_|_| €
- Vous n'avez pas entrepris de démarches, précisez pourquoi : _____

Précisions sur la situation résultant du dommage :

Vous pouvez apporter ci dessous, ou sur papier libre joint à ce formulaire,
les précisions qui vous paraissent utiles sur la perte ou la diminution de vos revenus, l'accroissement de vos charges ou votre inaptitude à exercer une activité professionnelle résultant du dommage, ou sur la situation matérielle ou psychologique grave dans laquelle l'infraction vous a placé : _____

La C.I.V.I. à laquelle vous souhaitez adresser votre demande :

Commission d'Indemnisation des Victimes d'Infractions du tribunal de grande instance de :
Code postal |_|_|_|_|_|_| Commune : _____

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis.

Fait le |_|_|_|_|_|_|_|_|_| à _____

Signature du demandeur :

N'oubliez pas de joindre à votre demande toutes les pièces justificatives nécessaires à l'examen de votre situation. Vous trouverez la liste des pièces à joindre en page 5 de la notice de ce formulaire.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.